



PREFET D'EURE-ET-LOIR

Arrêté portant enregistrement des installations exploitées par L'EARL DERBAUDRENHIEN pour l'exploitation d'un élevage de bovins laitiers, sur le territoire de la commune de SAINT-ELIPH.

**Le Préfet d'Eure-et-Loir
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 et l'article R. 511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 (modifié le 23 octobre 2013) relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
- VU** l'arrêté ministériel du 07 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
- VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
- VU** l'arrêté préfectoral régional n° 12.282 du 21 décembre 2012 portant délimitation des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole dans le bassin Loire-Bretagne
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Centre
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 mars 2015 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Centre -Val de Loire
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Centre-Val de Loire,

VU l'arrêté du 27/12/13 (modifié par l'arrêté du 2/10/2015) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU le récépissé de déclaration n° 2012/020 en date du 22/03/2012 délivré à l'EARL PRIM'ELIPH.

VU la demande de changement d'exploitant présente dans le dossier d'enregistrement en date du 20/05/2015.

VU la demande déposée le 20 mai 2015 et les compléments du 15 juillet 2015 par Madame DERBAUDRENGHIEN gérante de l'EARL DERBAUDRENGHIEN, dont le siège social est situé lieu-dit « les Rogers » à SAINT-ELIPH (28240), pour l'exploitation d'un élevage de bovins laitiers, situé à la même adresse ;

VU le dossier annexé à cette demande ;

VU le rapport de recevabilité de l'Inspecteur de l'Environnement du 20 juillet 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2015 ordonnant l'organisation d'une consultation du public pour une durée de 4 semaines du 31 août au 29 septembre 2015 inclus, sur le territoire des communes de SAINT-ELIPH et MONTIREAU ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans ces communes;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé par le pétitionnaire sur le site de l'installation;

VU la publication en date du 7 août 2015 de cet avis dans deux journaux locaux et sur le site informatique de la préfecture d'Eure-et-loir ;

VU le registre de consultation du public et l'absence de courrier électronique reçu à l'adresse prévue pour cette consultation ;

VU les observations émises par le conseil municipal de la commune de SAINT-ELIPH;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU le rapport et les conclusions en date du 9 décembre 2015 de l'inspecteur de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'activité en cause relève du régime de l'enregistrement sous la rubrique n° 2101-2 de la nomenclature des Installations Classées ;

CONSIDERANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Eure-et-Loir ;

ARRETE

TITRE 1 : PORTEE, CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Bénéficiaire et portée

Les installations de l'EARL DERBAUDRENGHIEN, dont le siège social est situé lieu-dit « les Rogers » à SAINT-ELIPH (28240) pour l'exploitation d'un élevage de bovins laitiers, situées à la même adresse, faisant l'objet de la demande susvisée du 20 mai 2015 et des compléments du 15 juillet 2015 sont enregistrées.

Article 2 : Nature des installations

Article 2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE rubriques concernées	(AS, A- SB, A, E, D, NC)	Volumes déclarés	Seuil du critère
Elevage de vaches laitières (c'est-à-dire dont le lait est au moins en partie, destiné à la consommation humaine)	2101-2 b	E	200	De 151 à 200 vaches

E : (enregistrement)

D : (déclaration)

NC : (non classé)

Volumes : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	adresse	Section	Parcelles
SAINT-ELIPH	Lieu-dit « les Rogers »	ZL	004, 007, 0028, 0029

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté (annexe 1).

Article 3 : Conformité au dossier de demande

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 20 mai 2015 et des compléments du 15 juillet 2015.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27/12/13 (modifié par l'arrêté du 2/10/2015) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 4 : Prescriptions techniques applicables

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27/12/13 (modifié par l'arrêté du 2/10/2015) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. (annexe 2)

Article 5 : mise à l'arrêt définitif

I - Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent :

1. l'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
2. des interdictions ou limitations d'accès au site ;
3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27 de ce même code.

TITRE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 6 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : Caducité

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement)

Article 8 : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert d'une installation soumise à enregistrement sur un autre emplacement nécessite un nouvel enregistrement.

Article 9 : Modifications de l'installation

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 10 : Changement d'exploitant

Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 11: En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 12 : Délais et voies de recours

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République CS – 70527 – 28019 CHARTRES.

- un recours hiérarchique, adressé à Madame le Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupes, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 13 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement.

Article 14 : Publication de l'arrêté préfectoral

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-ELIPH et pourra y être consultée ainsi que le dossier.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'enregistrement est accordé, sera affiché à la mairie de SAINT-ELIPH pendant une durée minimum de 4 semaines.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de SAINT-ELIPH et envoyé à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Eure-et-Loir - Service « environnement et nature ».

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'EARL DERBAUDRENGHIEN dans deux journaux locaux.

Un extrait de l'arrêté préfectoral d'enregistrement sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture de l'Eure-et-loir pendant une durée de 4 semaines.

Une copie de l'arrêté préfectoral sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

Article 15 : affichage à la charge de l'exploitant

Une copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à l'EARL DERBAUDRENGHIEN qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

Article 16 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Eure-et-Loir, le maire de SAINT-ELIPH, le directeur départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le 11 décembre 2015
LE PREFET,
La Secrétaire Générale

Signé

Carole PUIG-CHEVRIER